

EN LUTTE



RÉPRESSION ANTISYNDICALE

Des militants CGT de Titi Floris, une société de transport à Orvault (Loire-Atlantique), étaient rassemblés le 12 mai pour soutenir leur délégué syndical menacé de licenciement. Ils pointent un management autoritaire.

COLÈRE EN CLINIQUE

Manque d'effectifs, salaires non revalorisés... Une trentaine de personnes de la clinique de Montargis (Loiret) ont débrayé ce lundi. Ils dénoncent une dégradation des conditions de travail et la suppression d'une vingtaine de postes.

TROIS MORTS SUR UN CHANTIER

Trois maçons ont été tués ce mardi à Pommard (Côte d'Or), ensevelis par l'effondrement d'un mur. Une enquête de flagrance, confiée à l'inspection du travail et à la gendarmerie, a été ouverte pour homicide involontaire dans le cadre du travail.

« Nous pouvons faire du métal sans Mittal »

SIDÉRURGIE Les salariés d'ArcelorMittal, qui ont convergé, mardi, devant le siège social du groupe, à l'appel de la CGT, exigent la nationalisation des sites français. Des propositions de loi émanant de la gauche vont dans ce sens.

REPORTAGE



Le 13 mai, les métallos rassemblés à Saint-Denis ont dénoncé une « véritable casse sociale et industrielle » après l'annonce de la suppression de 636 postes. CÉLESTINE BARBANCES POUR L'HUMANITÉ

Trois semaines après l'annonce d'un plan de suppression de 636 emplois dans l'Hexagone, 40 salariés venus de tous les sites français d'ArcelorMittal ont convergé, ce mardi, devant le siège de la multinationale, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis). « Nous pouvons faire du métal sans Mittal », scandent les sidérurgistes au pied de l'immeuble de verre. Tous veulent éviter la catastrophe. « Si les hauts-fourneaux de Dunkerque (Nord) et Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) s'arrêtent, ce sont les 40 autres centres et usines qui tombent, avec un effet en cascade inimaginable sur l'ensemble de l'industrie du territoire, ultra-dépendante de l'acier », alerte David Blaise, représentant syndical central CGT de la branche centres de services. Tandis qu'un comité social et économique se déroule derrière les vitres teintées pour dessiner les contours du plan social, des cars de travailleurs en colère affluent pour mettre la pression sur la direction française du sidérurgiste en appelant à la nationalisation. Les Florangeois donnent le ton : casques de chantier sur la tête, bleus de travail sur le dos, fumigènes à la main, ils font trembler le béton avec leurs pétards. « Ils nous parlent de reclassements, mais il faut mettre les mots : ce sont des licenciements ! », dénonce Éric Cholet, gilet rouge sur le dos. C'est une véritable casse sociale et industrielle ! »

Sur ce site lorrain, 194 postes seraient supprimés, soit deux tiers de l'effectif. « Nous avons déjà vécu l'arrêt des hauts-fourneaux, de la coquerie, de la scierie, se désolent les travailleurs de Moselle. C'est à cause d'un désinvestissement organisé. » Devant le siège dionysien, les discours des représentants syndicaux des sept sites touchés par le plan social s'enchaînent et se ressemblent. « Montataire (Oise) est un site dimensionné pour produire 1 million de tonnes à l'année, mais ils n'envisagent plus que 600 000 tonnes en 2025. Il n'y a aucun investissement stratégique », regrette Nicolas Vilmin, délégué CGT du site picard.

Industeel, filiale qui vient déjà de perdre 110 postes en 2024, trinque à nouveau. « Même si ce ne sont que 20 emplois sur les 1 000 salariés, c'est déjà trop pour un fabricant qui livre le nucléaire, affirme Sébastien Gautheron,

délégué syndical CGT d'Industeel France. Depuis cent quatre-vingt-dix ans, nous fabriquons de l'acier, nous en faisons avant Mittal, nous en ferons après lui », assure l' élu.

UN PLAN DE DÉLOCALISATION EN INDE

« Comment expliquer ce nouveau plan social alors que le groupe, perfusé d'argent public, vient d'annoncer des résultats positifs ? » rétorque Frédéric Sanchez, secrétaire fédéral de la métallurgie CGT. Le géant de la sidérurgie ne s'en cache pas : les 636 postes supprimés en France font partie d'un plan de délocalisation de ses fonctions support vers l'Inde. « Mittal se désengage de l'Europe. Mais, en même temps, il demande 800 millions d'euros d'aides publiques pour un projet de décarbonisation du site de Dunkerque qu'il ne fera jamais », s'insurge le métallos.